

MAIRIE  
DE COURTOMER  
77390

COMPTE RENDU  
CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 06 SEPTEMBRE 2021

NOM	Fonction	Présent	Absent (e)	Donne Pouvoir
<i>Joceyvne</i>	<b>Maire</b>	X		
<i>Valérie ESQUER</i>	<i>Maire-adjoint</i>	X		
<i>Cyril BAZZOLI</i>	<i>Maire-adjoint</i>	X		
<i>Annick LEPAGE</i>	<i>Maire-adjoint</i>	X		
<i>Sandrine AVINO</i>	<i>Conseiller</i>		X	
<i>Carol CABUT</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Céline COCHELIN</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Benjamin</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Antoine DUVEY</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Simplice Albert</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Hervé MENARD</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Thierry PERRON</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Magali PHILLIPE</i>	<i>Conseiller</i>	X		
<i>Olivier TAISNE</i>	<i>Conseiller</i>		X	
<i>Stéphane VAURY</i>	<i>Conseiller</i>		X	
<b>SOIT</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>3</b>	

**Secrétaire de séance :** Carol CABUT

La séance est ouverte à : 20H30

**Délibération n°24/2021–SDESM : Modification du périmètre de SDESM par adhésion des communes de DAMPMART, CLAYE SOUILLY, ANNET-SUR-MARNE, CHARMENTRAY, COMPANS, GESVRES LE CHAPITRE, GRESSY, IVERNY, MAUREGARD, LE MESNIL-AMELOT, MONTGE EN GOELE, MOUSSY-LE-NEUF, OISSERY, PRECY-SRU-MARNE, VILLEVAUDE ET VINANTES**

**Vu** le code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2224-31 et L5211-18 relatif aux modifications statutaires.

**Vu** l'arrêté inter-préfectoral n°2019/8 du 19 février 2019 portant modifications statutaires du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne et constatant la représentation-substitution de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine-Essonne-Sénart ;

**Vu** la délibération n°2021-07 du Comité syndical du 03 mars 2021 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion de la commune de Dampmart ;

**Vu** la délibération n°2021-13 du Comité syndical du 01 avril 2021 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion de la commune de Claye Souilly ;

**Vu** la délibération n°2021-29 du Comité syndical du 02 juin 2021 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion des communes de Annet-sur-Marne, Charmentray, Compans, Gesvres le Chapitre, Gressy, Ivorny, Mauregard, Le Mesnil-Amelot, Montgé en Goële, Moussy-le-Neuf, Precy sur Marne, Villevaudé et Vinantes ;

**Vu** la délibération n°2021-42 du Comité syndical du 06 juillet 2021 du Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne portant approbation de l'adhésion des communes de Oissery et Moussy le Neuf ;

**Considérant** que les collectivités membres du SDESM (Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne) doivent délibérer afin d'approuver cette adhésion et la modification du périmètre qui en découle par l'arrivée des communes de Dampmart, Claye Souilly, Annet-sur-Marne, Charmentray, Compans, Gesvres le Chapitre, Gressy, Ivorny, Mauregard, Le Mesnil-Amelot, Montgé en Goële, Moussy-le-Neuf, Precy sur Marne, Villevaudé et Vinantes.

**Après en avoir délibéré,**

Le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents :

**APPROUVE** l'adhésion des communes de Dampmart, Claye Souilly, Annet-sur-Marne, Charmentray, Compans, Gesvres le Chapitre, Gressy, Ivorny, Mauregard, Le Mesnil-Amelot, Montgé en Goële, Moussy-le-Neuf, Precy sur Marne, Villevaudé et Vinantes au SDESM (Syndicat Départemental des Energies de Seine et Marne).

**AUTORISE** Monsieur le Président du SDESM à solliciter Monsieur le Préfet de Seine et Marne afin que soit constatée, par arrêté inter préfectoral, l'adhésion précitée.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

**Délibération n°25/2021 –Délégation de compétences à la Communauté de Communes du Val briard pour l'établissement d'un Schéma Directeur d'Assainissement et d'un Schéma Directeur en Eau Potable**

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

**VU** la délibération n° 84/2020 du conseil communautaire du Val Briard du 21 juillet 2020 portant sur l'étude de gouvernance préalable à la prise de compétence qui a été menée par la Communauté de Communes du Val Briard et dont les conclusions ont fait l'objet d'une approbation par le Conseil communautaire ;

**VU** la délibération n° 84/2020 du conseil communautaire du Val Briard du 21 juillet 2020 autorisant la Présidente à démarrer la phase 4 de l'étude de gouvernance ainsi que les schémas d'alimentation en eau potable et assainissement à l'échelle intercommunale ;

**VU** la délibération n°84/2021 du conseil communautaire du Val Briard du 24 juin 2021 sollicitant les communes et syndicats pour qu'ils lui délèguent la réalisation de l'étude de Schémas Directeurs d'Assainissement et d'Alimentation en Eau Potable ;

**CONSIDERANT** que la Communauté de Communes du Val Briard exercera de plein droit, au lieu et place des communes et syndicats, la compétence Eau et Assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2026 au plus tard ;

**CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir une connaissance détaillée du patrimoine et du fonctionnement des différents services d'eau et d'assainissement, y compris eaux pluviales urbaines, actuels au sein de la Communauté de Communes du Val Briard pour permettre un exercice des compétences efficient ;

**CONSIDERANT** la nécessité de disposer d'outils de mesure, de planification et de programmation des investissements en lien avec le futur exercice des compétences eau et assainissement par la Communauté de Communes du Val Briard ;

**CONSIDERANT** la proposition formulée par la Communauté de Communes du Val Briard de porter une étude globale de Schémas Directeurs d’Alimentation en Eau Potable et d’Assainissement pour le compte des communes et syndicats au titre de la préparation à la prise de compétence eau et assainissement, en perspective de l’obligation législative du transfert de compétences à l’horizon 2026 ;

**CONSIDERANT** le courrier du Conseil Départemental de Seine-et-Marne du 06 mai 2021 relevant l’absence de compétence actuelle de la Communauté de communes en matière d’assainissement et d’eau potable, nécessitant de fait que les communes et syndicats lui délèguent en amont leur maîtrise d’ouvrage ;

**CONSIDERANT** la requête complémentaire du Conseil Départemental de Seine-et-Marne, postérieure à la délibération du 24 juin 2021, de solliciter les communes et syndicats afin qu’ils statuent en termes identiques et incluent les eaux pluviales urbaines ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal**

#### **Article 1**

**APPROUVE** les termes de la délibération n°84/2021 du 24 juin 2021 de la Communauté de Communes du Val Briard visant à solliciter les communes membres et syndicats afin qu’ils lui délèguent la réalisation pour son compte et sur son périmètre administratif, la réalisation de l’étude de Schémas Directeurs d’Assainissement et d’Alimentation en Eau Potable, compte tenu de son importance dans la structuration du futur service d’eau et d’assainissement intercommunal.

Cette étude est financée en intégralité par la Communauté de Communes du Val Briard qui bénéficie de l’attribution de subventions par l’Agence de l’Eau et par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne.

La présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’État.

#### **Délibération n°26/2021 – Opposition au transfert des compétences en matière de Plan Local d’Urbanisme et de documents d’urbanisme à la Communauté de Communes du Val Briard**

Le Maire expose :

- qu’en vertu de l’article 136-II-2 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové, dite Loi ALUR,  
- que le transfert des compétences matière de Plan Local d’Urbanisme et de documents d’urbanisme d’une commune à une Communauté de Communes, prend un caractère obligatoire, dès lors que la Communauté de Communes de rattachement n’a pas encore acquis cette compétence, sauf si au moins 25 % des communes représentant au moins 20 % de la population s’y opposent.

**Vu** les statuts de la Communauté de Communes du Val Briard ;

**Vu** l’arrêté préfectoral de Seine-et-Marne n°264, du 23 décembre 2016, portant création de la Communauté de Communes du Val Briard, issue de la fusion des Communautés de Communes « Brie Boisée », « Val Bréon », « Sources de l’Yerres » et extension à la commune de Courtomer ;

**Vu** l’article L.5214-16 du code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Plan Local d’Urbanisme (PLU) approuvé le 09/05/2017 ;

**Considérant** que la Communauté de Communes du Val Briard, créée à l’issue d’une fusion après la date de publication de la loi ALUR, n’est pas compétente en matière de Plan Local d’Urbanisme et de documents d’urbanisme en tenant lieu ;

**Considérant** que le Conseil Municipal de la commune de Courtomer à toutes les compétences internes, nécessaires pour répondre aux demandes en matière d’urbanisme, et suffisantes pour assurer la gestion de l’aménagement du territoire communal.

**Après en avoir délibéré**, à l’unanimité, le Conseil Municipal de Courtomer s’oppose au transfert de la compétence en matière de Plan Local d’Urbanisme et de documents d’urbanisme en tenant lieu à la Communauté de Communes du Val Briard.

La présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’État.

#### **Délibération n°27/2021 – Nommage et numérotage des sites isolés de Courtomer pour le déploiement de la fibre optique**

Le Maire informe le conseil municipal que la Communauté de Communes a demandé de l’aide aux élus dans sa démarche de réalisation du recensement des sites isolés des 21 communes du Territoire du Val Briard en vue de poursuivre le déploiement de la fibre optique.

En effet le maire explique que la commune de Courtomer possède 3 sites dit isolés, ne comportant aucun numéro et nom de voie (la Ferme de Paradis, la Ferme des Roches et le moulin). Ces sites doivent alors être nommés pour pouvoir être équipés en fibre optique.

**Après en avoir délibéré**, à l’unanimité, le Conseil Municipal de Courtomer valide le principe de procéder au nommage et au numérotage des voies des sites isolés de la commune et autorise le maire à engager des démarches préalables à leur mise en œuvre.

La présente délibération peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l’État.

L’Ordre du jour étant épuisé, la séance levée à 22h00